

ÉTABLISSEMENTS SCIENTIFIQUES

JAUPART ET LE SACCAGE DU MUSÉE DE L'ARMÉE

Dans des numéros précédents, nous avons relaté certaines tentatives du directeur général du Musée royal de l'Armée (MRA), Michel JAUPART (PS), de démanteler cet établissement scientifique fédéral (ESF) qui dépend de la Défense, sous prétexte d'une « redynamisation ». Dernièrement, ces attaques ont été perpétrées dans le cadre du futur Bicentenaire de la Belgique en 2030 sur le site bruxellois du parc du Cinquante-naire où se trouve implanté ce musée. Décodons.

Au tout début, cela avait commencé par l'évacuation des canons ornant l'entrée du musée en vue de les expédier en Flandre pour une restauration, dont la date de retour demeurait tout hypothétique. Il s'agissait probablement d'un « ballon d'essai » pour estimer s'il était possible d'escamoter des pièces visibles de tous. Peu après, ce fut le tour des chars, des véhicules lourds et des pièces d'artillerie de la cour carrée, évacués vers Brasschaat (site GunFire) et Bastogne (voir « d » n^os 347 et 348, AVR et MAI 17).

Ensuite, sous prétexte de « modernisation », JAUPART reçut pour mission de détruire les grandes salles historiques du musée - trésor muséal en matière de scénographie encyclopédique, s'il en est - pour y implanter, par une firme extérieure, une nouvelle scénographie ; ce qui aurait aussi détruit l'identité historique du musée alors que d'autres fameux musées pleurent la disparition d'anciennes salles similaires et tentent de les reconstituer partiellement, à grands frais. Les salles historiques ayant été classées grâce à l'action conjointe du Comité Tervueren-Montgomery (37.000 signatures) et de l'ASBL Art & Héritage (qui a organisé un colloque international), JAUPART a entamé, avec l'appui du ministre de la Défense VANDEPUT (N-VA), une série de recours au Conseil d'Etat contre ce classement. Quel musée au monde se permettrait de dépenser plus de 100.000 euros en frais d'avocats pour

ne pas bénéficier de la visibilité exceptionnelle que confère un classement patrimonial ? Cette procédure a malgré tout permis d'améliorer leur état de conservation pour le plaisir des visiteurs.

Parallèlement, le Hall de l'Air se trouvait menacé une première fois¹. Ensuite, en avril 2022, JAUPART se faisait nommer en tant que secrétaire



général de l'ASBL controversée Horizon 50-200 et voulait procéder au déménagement de 40% des collections de « son » musée, cette fois-ci avec l'appui de trois ministres socialistes (L. DEDONDER (Défense), K. LALIEUX (Beliris), Th. DERMINE (Politique scientifique)) en se centrant sur l'élimination des collections du Hall Bordiau, pourtant récemment rénové, consacré à la Seconde Guerre mondiale et à la mémoire collective de cette période en Belgique.

Si ces projets néfastes ont été contrecarrés par les actions efficaces d'associations de citoyens et des Amis du musée, on retrouve aujourd'hui le même JAUPART, à quelques mois de la prise de ses congés annoncés en mai 2026 (à

l'approche de sa pension), occupé à tenter de « libérer » un maximum d'espaces : transferts annoncés des avions 1914-1918 du Hall de l'Air, puis, de l'atelier de restauration (animé par l'AELR, l'association des Amis dudit Hall de l'Air) qu'il a décidé de déménager à Landen, de façon aussi peu réfléchie et techniquement inadéquate que lointaine. Il souhaite aussi chasser la section du constructeur belge d'avions Renard ou encore, tout récemment, de relancer l'idée de vider l'une des deux salles historiques ! Cette longue liste de tentatives de déménagements et de mises en réserve des collections, pourtant de rang international, heureusement avortés², est stupéfiante.

Quelles motivations ?

Sans aucun doute possible dans l'histoire muséale belge (et probablement européenne), aucun autre directeur de musée n'aura développé autant d'énergie et de fonds publics à déstructurer et à appauvrir un établissement scientifique. Cette succession extravagante de projets hors de prix et portant atteinte à une institution de cette importance constitue indéniablement un précédent unique dans le monde muséal, en Belgique et en Europe occidentale. Une telle accumulation indique qu'il ne s'agit pas de projets disparates, séparés, issus d'un esprit en mal d'action ou de légitimité, mais bien d'un plan concerté avec d'autres acteurs dont, et de la façon opérationnelle la plus évidente, l'ASBL Horizon 50-200 fait partie, pilotée par son directeur B. VAN LIERDE qui provient de la firme Tempora. Horizon 50-200 a été créée par

¹ GOSSET, O., *Le Musée de l'Armée à Bruxelles va se vider de ses avions* in *L'Echo*, 06.03.2018.

² A l'exception de la section des Blindés, dont il ne subsiste plus que quelques exemplaires au MRA ; une délocalisation vers les Régions qui peut malheureusement être mise à « l'actif » des entreprises délétères de JAUPART.

et pour les ministres socialistes du gouvernement DE CROO (voir « d » n^s 420, 424, et 428, SEP 24, JAN 25 et MAI 25).

Plusieurs partis politiques ne sont pas en reste dans le projet de dépeçage du musée (le PS avant tout et, dans une moindre mesure, le MR, mais ensuite Les Engagés) ainsi que des institutions culturelles (Belspo, Beliris, Loterie Nationale, Fondation Roi Baudouin : que du beau monde !) : il n'est nul besoin à la N-VA d'affaiblir cette institution fédérale ; les Francophones eux-mêmes s'en chargent ! C'est dire la hauteur considérable des enjeux qui se cachent derrière ces tentatives de démantèlement...

Le but de toutes ces manœuvres aussi répétées qu'entêtées à l'occasion du Bicentenaire est simple : dégager un maximum d'espaces muséaux pour les céder au secteur privé qui privilégie l'événementiel, les expositions temporaires et surtout le catering (restauration). La firme Tempora, via Horizon 50-200, a été positionnée stratégiquement (quel joli conflit d'intérêts !) et JAUPART se verrait bien y poursuivre une seconde carrière après sa pension.

Cette configuration se poursuivrait après les festivités de 2030, étant donné que le coût faramineux de tels déménagements ne permettrait jamais un retour des collections.

Le bilan du directeur général

Hormis ces plans de démantèlements, quel est le bilan que l'on peut dresser des réalisations de JAUPART à la tête du WHI, depuis 2017 ?

Pour camper le décor de ce mauvais théâtre, on notera que JAUPART a bénéficié d'une nomination purement politique à l'époque, ayant fait court-circuiter le classement des candidats effectué par SELOR où l'intéressé ne figurait pas en ordre utile pour être nommé. Un échec relatif qui n'avait rien d'étonnant, puisque JAUPART avait déjà été disqualifié comme étant « inapte » (« C ») à cette fonction lors de l'« assessment » (évaluation) de 2007.

Il est vrai qu'il s'était fait virer auparavant du cabinet d'une représentante

MR, pour ensuite être « repêché » par le « frère » franc-maçon et alors ministre de la Défense André FLAHAUT (PS) qui lui avait fourni un travail dans ses deux cabinets successifs, pour enfin le faire nommer directeur de l'INIG (ancien Institut national des Invalides de Guerre) ; un marchepied vers sa nomination (déjà controversée à l'époque³) à la tête du WHI (War Heritage Institute) dans lequel l'INIG et le MRA ont été fusionnés (voir « d » n^o 343, DEC 16, pp.4-8). Quels beaux tours de passe-passe et quelle belle ascension d'un parfait opportunisme... Pris par la folie des grandeurs, le directeur général, une fois nommé définitivement, fit acquérir deux voitures de fonction de luxe et aménager à très grands frais ses bureaux à l'École royale militaire, considérant que ceux au musée n'étaient pas assez prestigieux pour sa personne ! Que d'argent perdu...

Élargissons le contexte pour y voir encore plus clair. On rappellera que le WHI regroupe d'une part le MRA - ce dernier étant le « navire amiral » de la structure - et d'autre part, certains services liés à la Défense (tel l'INIG précité) et d'autres sites historiques (le mont Kemmel, Bastogne, etc.) ; ces derniers constituant des antennes externes servant, en définitive, à désengorger le MRA de ses importantes collections dont les réserves ne cessent de croître. Le WHI, organisme d'intérêt public de catégorie B, avait essentiellement été créé dans le but de pouvoir monter des PPP (partenariats public-privé).

Or, le seul PPP qui ait été créé et que JAUPART peut mettre à son actif, c'est précisément celui avec l'ASBL Horizon 50-200 ; une pseudo-association entachée d'irrégularités en tous genres (voir « d » n^s 420, 424, et 428, SEP 24, JAN 25 et MAI 25)

dont il s'était fait nommer secrétaire général (quel beau conflit d'intérêts !). On ignore s'il en est encore actuellement membre, comme les nouveaux

³ ROGEAU, O., *Les casseroles du patron du Musée de l'armée* in *Le Vif/L'Express*, 25.03.2021.

statuts de l'ASBL (M.B. 26.09.2024) l'y autorisent. Ce partenariat constitue en réalité un vrai jeu de dupes et va à l'inverse d'un vrai PPP⁴, car c'est le MRA (et peut-être aussi les autres musées) qui devait financer à hauteur de 60.000 Eur/an l'ASBL pour qu'elle assure sa valorisation ; ce qui n'a jamais été réalisé. La directrice de l'ASBL, Isabel CASTELEYN, a, selon nos informations, démissionné début septembre 2025 (mentionnée enfin au registre de la Banque-Carrefour des entreprises, elle n'en a pas été retirée pour autant !) et avait probablement senti le vent tourner, en mars-avril 2025, en remboursant le musée de cette somme, vu l'inexistence d'activités de l'ASBL depuis plus d'un an !

Et où est passé l'argent du Bicentenaire ?

Tout honnête citoyen peut d'ailleurs se demander où est passé l'argent du Bicentenaire, étant donné l'inexistence de comptes rentrés par l'ASBL, comme cela est pourtant imposé par la loi...La totale inaction des parlementaires, tous bords confondus, malgré les alertes du Comité Tervuren-Montgomery et les quatre numéros de *diagnostic* sur le sujet, est, à cet égard, plus que préoccupante et pourrait annoncer un scandale de la plus grande ampleur...

Il faut tout vider et faire place nette pour...

En tant que directeur général du WHI, JAUPART a montré la plus grande facilité à élaborer des projets grandioses aux budgets parfaitement irréalistes ; la seule chose qui importait étant de vider le plus rapidement possible les espaces, à n'importe quel

⁴ Pour la Cour des comptes, le PPP devait consister en un financement de la rénovation des bâtiments par les partenaires privés extérieurs en contrepartie d'une exploitation commerciale du MRA (« Audit RH du War Heritage Institute », juillet 2020, p.31, note 30). La rénovation n'a jamais eu lieu par le secteur privé.

coût. Les transferts envisagés pour les collections du Hall Bordiau (1939-1945) et des avions du Hall de l'Air (pourtant relayés très sérieusement par les ministres socialistes du gouvernement DE CROO) ou encore le réaménagement de la cour carrée (abritant les blindés), témoignent d'une ignorance complète des contraintes budgétaires et techniques - et d'un manque singulier de persévérance dans les négociations avec la Régie des Bâtiments. Quant au service de recherche de sponsoring (parainages) au sein du WHI, censé apporter de l'argent frais au musée, il apparaît ne pas trouver, depuis trois ans, les moyens à la hauteur de ces projets.

Un manque sérieux de gestion et des dégâts insupportables

Tout cela dénote non seulement des carences en gestion financière, mais surtout un manque total et flagrant de vision et de prévision : aucune étude ni aucun audit n'ont jamais été commandités pour connaître l'état des collections, des fonds dans les différents sites ou les besoins en matière de recherche ou de médiation, ni même les données détaillées de la fréquentation (près de 100.000 visiteurs/an) du musée principal du WHI qu'est le MRA !

JAUPART n'a fait ainsi que naviguer à vue. C'est peut-être normal, dira-t-on, puisqu'en tant que pure créature politique, il ne disposait d'aucune expérience lui permettant d'appréhender ce que doit être un établissement scientifique ou un musée d'histoire et de techniques devant répondre aux besoins sociétaux et de bonne gestion.

Il ne pouvait donc qu'être l'instrument servile de la nouvelle doctrine où le divertissement et la « grande consommation » culturelle doivent, pour certains, se substituer à une connaissance approfondie et une diffusion intelligente de l'Histoire ; transformant les musées en lunaparc culturels, tel que le proposait le *Masterplan* (plan directeur) pour le site du Cinquante-naire, conçu en février 2024 par le bureau SUMProject pour Beliris.

Quant à la gestion même des collections, elle est hautement critiquable. Les récolements, la conservation préventive et curative, bien que pris en compte quelques années auparavant, ont été négligés, voire ignorés. Jamais sans doute tant de pièces majeures ont-elles été endommagées par un tel manque de connaissance, d'anticipation et de coordination avec la Régie des Bâtiments, chargée des entretiens et des rénovations mais qui aurait un grand besoin, elle aussi, d'une évaluation de ses chantiers. Ainsi, presque tous les appareils du Hall de l'aviation ont été endommagés par les débris tombant de la toiture dont la Régie changeait les vitrages : tous les avions de la Guerre 1914-1918 (collection unique en Europe), ont vu leurs entoilures déchirées ; ailleurs, des cockpits en plexiglas ont été cassés irrémédiablement. Les vitrages en toiture offrent une protection largement insuffisante aux rayons ultraviolets (nécessitant à présent de protéger les vitrines des uniformes de la salle 14-18 par des draps !), les déjections de pigeons ont entraîné la fermeture de sections entières, la cour carrée sert dorénavant de parking et d'emplacement pour les conteneurs-poubelles. De même, le stockage de matériel de levage au sein même des salles d'exposition est ancré dorénavant dans les habitudes ! On a peine à comprendre comment les autorités peuvent laisser faire un tel carnage auquel les associations de bénévoles du musée tentent de remédier vaillamment : un vrai travail de Sisyphe pour elles...

Dépourvu de toute vision cohérente - si ce n'est celle pour sa propre carrière et les intérêts privés et commerciaux auxquels il a prêté allégeance - JAUPART n'a rien fait pour que le MRA améliore ses technologies ou tende vers les objectifs de neutralité carbone en 2030, obligatoires pour tous les établissements publics, et a eu encore moins de préoccupation pour d'autres considérations de la société actuelle, telle l'écoconstruction pour le matériel de scénographie. Seule réalisation à son actif au MRA, il a fait remplacer (très partiellement) les vitrines caractéristiques en chêne de la salle 14-18 (alors qu'il aurait suffi de les adapter,

pour un prix moins élevé) par quelques installations en panneaux de fibre de bois (MDF) de la plus grande banalité (50.000 Eur/vitrine, équivalente à 4 anciennes vitrines), ce qui donne une impression de bric-à-brac et n'est pas durable en cas de dégât des eaux. Réalisant qu'il n'arriverait pas à financer le tout, il a alors appelé les donateurs privés via la Fondation Roi Baudouin à la rescousse, sans guère de succès.

De vastes espaces sont laissés en jachère depuis des années (le pourtour du Hall Bordiau) et la scénographie est bdémontée au lieu de la réutiliser. Et il n'y a eu aucune grande exposition qui ait été financée par le musée en propre depuis sa prise de fonction, l'exposition « Au-delà de la Grande Guerre » (2018) ayant été entièrement financée « hors budget », par le gouvernement fédéral.

Une gestion du personnel brutale et inefficace

La gestion du personnel est du même acabit. Dès son entrée en fonction, la Cour des comptes elle-même, dans son audit de 2020 (à quand le prochain ?), s'était émue - fait rare - du fait que l'institution avait procédé des coupes dans le personnel qui excédaient largement les besoins d'une rationalisation bien comprise⁵. Des fonctions techniques essentielles ne sont pas remplacées, au profit d'autres, en surnombre. Son style de gestion brutal, souvent en contradiction avec la législation, ne suscite que découragement ou maladies de longue durée au sein des équipes qui se réduisent, quand il ne s'agit pas de décisions irrégulières qui se régleront devant les juridictions. Quant aux associations amies du musée, indispensables vu la réduction des effectifs, elles ne sont guère considérées (suppression de leur entrée gratuite) et tout est fait pour les évincer des ateliers de restauration ou de l'animation pédagogique ou scientifique de certaines sections ; en pre-

⁵ Cour des comptes, « Audit RH du War Heritage Institute », op. cit., p.32.

mier lieu, celles des chars, puis celles des avions.

Conclusion

Ce n'est plus un gâchis, c'est une mise à sac en règle. La responsabilité finale en revient aux ministres qui procèdent aux nominations politiques qui favorisent les « managers » au détriment de scientifiques et qui n'ont pas la fibre « service public ». On pointerait aussi une absence totale de bonne gouvernance interne, au niveau d'un conseil d'administration aussi politisé que fantôme, sans parler évidemment du manque d'évaluation sérieuse par les ministres successifs. Le personnel a toutes les raisons de se sentir complètement abandonné, les syndicats muselés ne s'occupant que des cas individuels.

Que faire ? D'abord, le ministre de la Défense ne doit certainement pas se laver les mains d'un outil destiné fondamentalement à créer du lien entre la population et les forces armées. En ces temps menaçants, le MRA est un musée qui doit avoir toute son utilité. En second lieu, les budgets du Bicentenaire, aujourd'hui aux mains d'autres ministres, au lieu de se centrer uniquement sur la rénovation du bâti comme annoncé par la presse, ne devraient-ils pas en priorité servir à installer le WIFI au MRA (ce qui l'empêche de déployer les outils numériques de médiation, pour un coût de 200.000 euros) et, au bénéfice de tous les musées du site et du public, améliorer l'accès aux PMR et assimilés (ce qui entrainerait une hausse de près de 20% de la fréquentation) ?

Enfin, ne serait-il pas grand temps que le ministre de la Défense, Theo FRANCKEN (N-VA), fasse toute la lumière sur les liens entre le directeur du musée et les intérêts privés susmentionnés, par voie d'une enquête interne ? Une telle transparence de la vie publique aurait au moins pour mérite d'apaiser le climat de ras-le-bol et d'envoyer un message de clarification aux équipes éreintées et sans boussole.



FINANCES

LA NOUVELLE CHAÎNE TVA SE GRIPPE !

Dans notre livraison de mars 2025 (« d » n°426, p.11), nous avons évoqué les principaux changements liés à la loi du 12 mars 2023 visant à moderniser la chaîne TVA et la perception de créances fiscales et non fiscales au sein du SPF Finances.

Bien que cette loi soit entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2025, sa mise en application, initialement prévue pour le 15 janvier 2025, a été reportée à plusieurs reprises.

l'intégration de la TVA dans le programme FIRST (Federal Integrated Recovery Systems and Transfers) à l'instar du précompte professionnel, dont le passage à ce système a pris plus de deux ans et occasionné un retard équivalent pour les enrôlements et la mise en recouvrement.

Depuis janvier, la perception de la TVA évolue entre deux eaux, dans une phase transitoire hybride. Ainsi le compte courant TVA est devenu le compte provisions mais fonctionne toujours comme le compte courant avec ses mises à zéro et ses comptes spéciaux, les délais de dépôt de déclarations ont été adaptés à la nouvelle chaîne TVA mais pas les dates de paiement et de calcul des intérêts. Seules les amendes proportionnelles pour non-paiement sont conformes à la nouvelle chaîne TVA.



Tout d'abord, la mise en œuvre de la nouvelle chaîne TVA a été reportée au mois de mai pour permettre l'adaptation des systèmes informatiques.

Ensuite, la date a été reportée au 1^{er} octobre 2025, soi-disant afin de garantir l'application habituelle des tolérances d'été en 2025.

Enfin, la date de mise en œuvre vient d'être reportée au 1^{er} février 2026, afin de privilégier la qualité à la rapidité et de garantir une transition fluide et stable vers le nouveau système, selon l'administrateur de la Perception Marc VAN ROY.

Il est plus que probable que ce retard et ces reports consécutifs soient dus à

Il ne reste plus qu'à attendre février 2026 pour voir enfin la mise en application de la nouvelle chaîne TVA, ou constater une nouvelle fois son report aux calendes grecques.

Affaire à suivre.



